

Arrêté municipal autorisant à titre exceptionnel l'ouverture de débits de boissons temporaires lors de la kermesse de l'école privée

Le maire de la commune de TOURNEMIRE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2212-2,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L3335-1, L3334-2 et L3335-4,

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2010 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

VU la demande de l'association des parents d'élèves de l'école privée de Crépounac (APEL), représentée par la secrétaire Madame Marion COSTES,

ARRETE

Article 1 :

- le 30 juin 2023, de 17 h30 à 23h59, à l'école privée de Crépounac située au 24 rue du Couvent, à l'occasion de la kermesse.

En cas de mauvais temps :

- le 30 juin 2023, de 17 h30 à 23h59, à la salle des fêtes à l'occasion de la kermesse.

l'association des parents d'élèves de l'école privée de Crépounac (APEL), représentée par la Présidente Madame PRIETO Elodie, est autorisée à vendre des boissons des groupes 1 et 3 à savoir :

- boissons du premier groupe: les boissons sans alcool ou les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré d'alcool;

- boissons du troisième groupe: vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

Article 2 - Cette autorisation est limitée à 5 par an.

Article 3 - La brigade de gendarmerie de Saint-Affrique est chargée de l'exécution du présent arrêté et sera destinataire d'une ampliation. La présente autorisation devra être présentée, sur leur demande, aux agents de l'autorité.

Fait à Tournemire le 20 juin 2023.

Le Maire, Pascal RIVIER



Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.